

AFP Infos Economiques
jeudi 17 mars 2022 - 10:47

Baisses d'impôts et créations d'emploi ont tiré le pouvoir d'achat durant le quinquennat (étude)

Paris, 17 mars 2022 (AFP) - - Une nouvelle étude, publiée jeudi par l'OFCE, dresse un bilan globalement positif de l'évolution du pouvoir d'achat durant le quinquennat écoulé, montrant notamment le rôle des créations d'emplois et des baisses d'impôts dans les gains de niveau de vie enregistrés par les ménages.

Selon cette étude de l'Observatoire français des conjonctures économiques, les ménages auront gagné en moyenne 0,9% par an de revenu disponible entre 2017 et mi-2022, soit quelque 300 euros.

C'est beaucoup plus important que ce qui a été observé durant les quinquennats de François Hollande (+0,1% par an) et Nicolas Sarkozy (+0,2%), marqués par les répercussions de la crise financière de 2008, mais moins que durant les deux mandats de Jacques Chirac (+1,9% et +1,3%).

Par rapport à d'autres évaluations réalisées ces derniers mois, l'OFCE apporte une nouveauté en évaluant non pas seulement l'impact des mesures fiscales et sociales prises depuis 2017 mais aussi l'impact de l'évolution du marché du travail.

Durant le quinquennat d'Emmanuel Macron, la hausse du revenu disponible s'explique ainsi surtout par les fortes baisses d'impôts et cotisations mises en place (taxe d'habitation, impôt sur le revenu, prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital, etc.), mais aussi par les créations d'emplois.

"On a la fois des créations d'emplois et des revenus du travail qui évoluent à peu près de façon équivalente à ce qu'on avait pu observer sous le mandat précédent, en termes de contribution, en revanche, (...) on a une contribution positive de la fiscalité, ce qui n'était pas le cas sous les mandats précédents", a résumé Mathieu Plane, un des auteurs de l'étude, lors d'une présentation à la presse.

Mais cela s'est aussi fait en parallèle d'une aggravation du déficit public, nuance-t-il.

Globalement, tous les ménages ont connu une évolution de leur pouvoir d'achat de plus de 2% environ entre 2017 et 2021, et "la dynamique de l'emploi a eu un impact positif sur tous les niveaux de vie", explique Pierre Madec, co-auteur de l'étude.

Les mesures fiscales et sociales (impôts et prestations) "bénéficient plutôt aux classes moyennes", et notamment aux "actifs occupés qui bénéficient beaucoup des mesures comme la prime d'activité ou la défiscalisation des heures supplémentaires". A l'inverse les retraités "sont plutôt mis à contribution", tout comme les ménages davantage concernés par les hausses de fiscalité indirecte (taxe carbone, taxes sur le tabac), ajoute-t-il.

Au total, le niveau de vie des 10% de ménages les plus modestes a progressé de 5,3% entre 2017 et 2021, soit 600 euros, quand celui des 10% de ménages les plus aisés a augmenté de 3,5%, soit environ 2.600 euros.

L'OFCE souligne enfin que le retour de l'inflation en 2021, principalement du fait de la hausse des prix de l'énergie, a entraîné des pertes de pouvoir d'achat pour 60% des ménages, malgré les mesures de compensation mises en place par le gouvernement.

Ces pertes sont "maximales" pour les ménages dont les revenus avoisinent le revenu médian (environ 1.900 euros). Ils constituent "un noyau dur de ménages qui sont très exposés à la facture énergétique", et donc vulnérables aux conséquences de la guerre en Ukraine, a estimé Raul Sampognaro, co-auteur de l'étude.

mhc/jbo/eb